

LE *SHUTDOWN* DE L'ÉTAT AMÉRICAIN : TRAPPE COMMERCIALE?

Volume 6, numéro 3, novembre 2013

RÉSUMÉ

L'actualité du mois d'octobre aux États-Unis aura définitivement été monopolisée par le shutdown du gouvernement. Pour la première fois en 17 ans, les différents départements américains ainsi que les entreprises publiques et parapubliques se sont vus fermés, pour une durée de dix-sept jours.

Le principal mandat de cette chronique sera de déterminer de quelle manière le shutdown américain peut-il avoir un impact sur sa politique commerciale et ses implications internationales. Cette analyse touchera particulièrement la négociation avec l'Union Européenne d'une entente de libre-échange, le Forum de la Coopération économique pour l'Asie-Pacifique, ayant eu lieu lors du premier week-end d'octobre, et les négociations du TPP.

CONTENU

Sous les barricades : Démocrates et Républicains ne lâcheront pas le morceau.....	2
TTIP : suspension et ralentissement des négociations	3
25 ^e Forum de la Coopération économique pour l'Asie- Pacifique (APEC) : Obama brille par son absence	4

SOUS LES BARRICADES : DÉMOCRATES ET RÉPUBLICAINS NE LÂCHERONT PAS LE MORCEAU

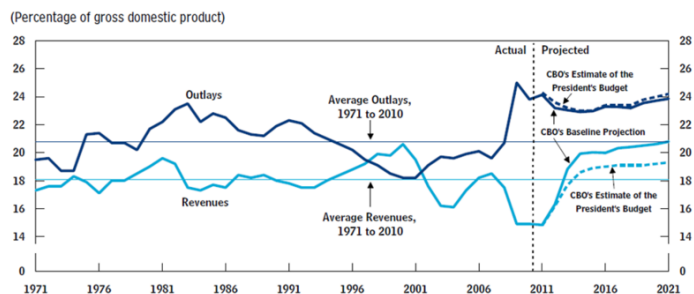
Le premier octobre dernier, alors que l'*Affordable Care Act* entrait en vigueur, trois cents millions d'Américains attendaient de savoir si le budget américain serait rejeté par les Républicains. L'actuelle situation entre Républicains et Démocrates étant plutôt tendue, considérant la position très fermée du Tea Party à l'égard d'*Obamacare*, la négociation s'annonçait complexe. Suivant les différentes tergiversations autour de l'adoption de la réforme du système de santé américain, il était effectivement possible d'anticiper le mur qui a été frappé lors de l'adoption du budget. Après avoir dû déclarer forfait sur les possibilités d'entente entre Démocrates et Républicains, le Président Barack Obama s'est vu réduit à suspendre les activités du Gouvernement pour une durée de 17 jours.

Outre l'impasse sur le budget et l'impact énorme de la fermeture du gouvernement sur les activités d'emploi aux États-Unis, se présente la question de la révision à la hausse du plafond de la dette américaine, prévue pour le 7 février prochain. Le *Continuing Appropriations Act*, la loi ayant été adoptée de justesse le 16 octobre, permettait aux activités de l'État de reprendre cours, de relever le plafond de la dette américaine jusqu'au 7 février 2014, et de financer les activités gouvernementales jusqu'au 15 janvier 2014. Il reste difficile d'anticiper de quelle manière le *shutdown* pourrait influencer la prise de décision quant au plafond de la dette au Congrès, les mesures actuelles n'étant que temporaires.

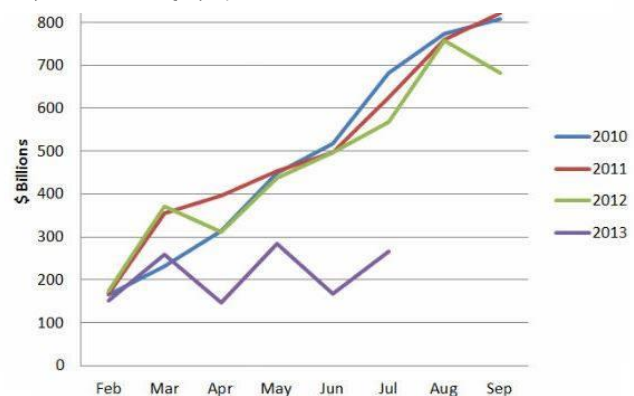
Une chose cependant : l'absence d'entente sur la dette américaine pourrait plonger les États-Unis dans une crise financière comparable à celle de 2011, lorsque le pays était passé à deux cheveux de la catastrophe. Dans le cas où le Congrès et le Président ne sont pas en mesure d'en arriver à un accord sur le plafond de la dette, le pays se verrait plonger dans une dépression ayant des effets jusqu'à 23 fois plus importants que la faillite de Lehman Brothers en 2008, selon Yalman Onaran de Bloomberg News.

Cette date butoir du 7 février 2014 pour le rehaussement du plafond de la dette sera

CBO – Revenues and Outlays as % GDP



Source: CBO – Analysis of the President's Budgetary Proposals for 2012



Source: fms.treas.gov

à surveiller : bien que la situation ait été temporairement rétablie, n'empêche qu'aucune décision directe n'a été prise quant à l'adoption du budget 2014. Notons aussi que la suspension des services du gouvernement affecte de manière importante l'économie américaine, considérant que les employés de l'État auront vu leur salaire suspendu pendant plus de deux semaines. Pour tenter de minimiser les dommages, une entente a été conclue le 5 octobre à la Chambre des Représentants, leur accordant un salaire rétroactif dès la fin du *shutdown*.

En chiffres:

Le dernier *shutdown* date de 1995. L'arrêt des services gouvernementaux a mis temporairement à pied un peu plus de 700 000 Américains, fermait l'accès aux différents parcs nationaux, musées et institutions de la société Smithsonian, et réduit de manière drastique les services gouvernementaux essentiels (santé, sécurité publique, éducation, services postaux). La fermeture coûtera près de 10 milliards de dollars à l'économie américaine, et seuls les employés du secteur militaire ont continué à percevoir un salaire pour la durée de la suspension. Les services d'Intelligence ayant coupé près de 70% de leurs employés, la question de la sécurité nationale apparaît comme un potentiel problème.

Pour plus d'informations sur le *shutdown* et le relèvement du plafond de la dette :

Sur l'enjeu de la récession potentielle : http://www.washingtonpost.com/world/as-us-reaches-debt-ceiling-fears-of-global-recession-increase/2013/10/09/27b78080-30ba-11e3-ad00-ec4c6b31cbed_story.html, http://www.washingtonpost.com/politics/as-financial-markets-show-signs-of-worry-white-house-plans-meetings-with-lawmakers/2013/10/09/1413368c-30e2-11e3-8627-c5d7de0a046b_story.html, <http://fpc.state.gov/documents/organization/214922.pdf>, <http://www.bloomberg.com/news/2013-10-07/a-u-s-default-seen-as-catastrophe-dwarfing-lehman-s-fall.html>, <http://www.bbc.co.uk/news/world-us-canada-24375591>, <http://www.washingtonpost.com/blogs/post-politics-live/liveblog/live-updates-the-shutdown-4/?id=c1e3ada3-dc00-41d8-92cb-327c5c814d82>. Pour suivre le *shutdown* : <http://www.bloomberg.com/news/2013-09-30/first-u-s-shutdown-in-17-years-at-midnight-seen-probable.html>, <http://www.theguardian.com/world/2013/sep/30/us-shutdown-explainer-non-americans>. Le discours de Barack Obama sur le *shutdown* : <http://www.nytimes.com/video/2013/10/03/us/politics/100000002480850/obama-on-government-shutdown.html>.

TTIP : SUSPENSION ET RALENTISSEMENT DES NÉGOCIATIONS

Dans les suites de la décision du Président Barack Obama de suspendre une majeure partie des activités de son gouvernement, se présente la question de l'impact du *shutdown* sur les actuelles négociations du Partenariat Trans-pacifique (TPP) et du Partenariat transatlantique sur le commerce et l'investissement (TTIP). L'actuel blocage sur la question budgétaire pourrait avoir des répercussions sur les négociations en cours. Alors que les négociations du TPP, en cours depuis juillet 2013, devaient se terminer en octobre et que devait s'amorcer le second cycle de négociations vers la réalisation avec l'Europe du TTIP, cette crise budgétaire est certainement un élément perturbateur.

À la fin du mois de septembre, les États-Unis envisageaient toujours se rendre à Bruxelles pour la seconde phase de négociations du traité, pour se pencher surtout sur les différents enjeux liés aux mécanismes de régulation des marchés et leur uniformisation dans le cadre du TTIP, ainsi que sur les données commerciales et le commerce numérique. Michael Froman, le représentant américain au commerce, annonçait à peine une semaine plus tard que les négociations seraient annulées en raison du *shutdown*. C'est après avoir assuré que l'entente avec l'Union Européenne pour un traité de libre-échange était un enjeu prioritaire pour les États-Unis que ce dernier a toutefois stipulé que ces négociations seraient repoussées, et qu'une délégation américaine serait envoyée afin de négocier dans un avenir proche. Toute cette incertitude quant à l'approche de la fin des négociations dans le cadre de cette entente remet toutefois en compte la faisabilité de l'aboutissement des pourparlers d'ici 2014.

En chiffres:

Les transactions quotidiennes entre les États-Unis et l'Union Européenne sont les plus importantes à ce jour, et s'élèvent à près de 2,3 milliards de dollars américains (soit 1,7 milliards d'Euros, ou 40% de la valeur des transactions commerciales quotidiennes). La levée des barrières tarifaires engendrée par la signature du TTIP créerait annuellement une hausse importante des revenus commerciaux des différents pays. Il est estimé que la levée de ces barrières générerait une augmentation de 120 milliards d'Euros pour l'Europe, de 90 milliards d'Euros pour les États-Unis, ainsi que 100 milliards d'Euros à travers le reste du monde.

Pour consulter l'actualité du TTIP :

Pour une description des ambitions de l'accord : <http://ec.europa.eu/trade/policy/in-focus/ttip/>. La présentation du commissaire Karel de Gucht à l'annonce de l'annulation du second round de négociations sur le TTIP :

<http://trade.ec.europa.eu/doclib/press/index.cfm?id=971>. Compte rendu des sujets prioritaires au second round de négociations:

<http://trade.ec.europa.eu/doclib/press/index.cfm?id=970>. Pour un point de vue "plus américain" de l'accord de libre-échange avec

l'Union Européenne : [http://www.washingtonpost.com/opinions/transatlantic-trade-pact-would-end-last-nagging-](http://www.washingtonpost.com/opinions/transatlantic-trade-pact-would-end-last-nagging-barriers/2013/06/18/0ea0cfee-d853-11e2-9df4-895344c13c30_story.html)

[barriers/2013/06/18/0ea0cfee-d853-11e2-9df4-895344c13c30_story.html](http://www.washingtonpost.com/opinions/transatlantic-trade-pact-would-end-last-nagging-barriers/2013/06/18/0ea0cfee-d853-11e2-9df4-895344c13c30_story.html), et sur les enjeux de régulation prévus aux négociations :

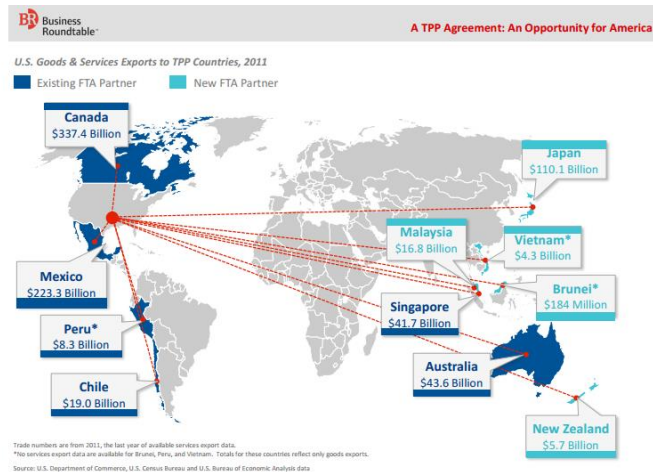
<http://ictsd.org/i/news/bridgesweekly/176969/>. Documents européens sur le TTIP : http://eeas.europa.eu/us/docs/infopack_06_fr.pdf.

25^E FORUM DE LA COOPÉRATION ÉCONOMIQUE POUR L'ASIE-PACIFIQUE (APEC) : OBAMA BRILLE PAR SON ABSENCE

La 25^e réunion au sommet de la Coopération économique pour l'Asie-Pacifique s'est ouverte le 4 octobre dernier à Bali, avec comme ambition d'être la rencontre clé en ce qui a trait à la conclusion du Partenariat Trans-Pacifique (TPP), dont la fin du sommet était en réalité la date butoir. Bien entendu, avec la décision du chef d'État japonais, Shinzo Abe, de se joindre à l'entente, il était d'ores et déjà possible de s'attendre à un important ralentissement dans les négociations, d'autant plus que les tribulations gouvernementales australiennes, du

gouvernement de Julia Gillard, tombé aux mains de Kevin Rudd en juin dernier puis remplacé par les libéraux de Tony Abbott en septembre dernier, auront causé une série d'imprévus.

Quelques jours avant le début du sommet de l'APEC, le Président Barack Obama annonçait qu'il lui serait impossible d'y assister, ses engagements au sein du pays le forçant à reléguer la tâche de représenter les États-Unis au secrétaire d'État John Kerry, de même qu'au représentant au commerce Michael Froman. En l'absence du Président Obama, la Chine a occupé les devants de la scène. La poursuite des négociations promet de mettre l'accent sur plusieurs enjeux majeurs. Les négociations autour du TPP sont principalement centrées sur les barrières tarifaires, qui demeurent l'enjeu principal à résoudre d'ici l'an prochain, moment où le traité devrait entrer en vigueur. Avec l'arrivée du Japon dans les négociations, la question de la politique monétaire fut également relancée. S'ajoutant déjà à des différences marquées entre les volontés américaines et celles de la Chine sur cette question, les négociations autour de la politique monétaire représentent une importante pièce manquante à l'obtention d'un traité.



Bien qu'aucune annonce d'envergure n'ait été envisageable au terme de la rencontre, les thèmes récurrents (tarifs douaniers, télécommunications, problèmes sanitaires et phytosanitaires (STS), obstacles techniques au commerce, services transfrontaliers et mobilité de la main d'œuvre dans le cadre du travail) restent centraux aux enjeux soulevés par les Parties, toujours dans l'optique de réduire de manière considérable les mesures protectionnistes.

En chiffres:

L'entrée en vigueur du Partenariat Trans-Pacifique (TPP), dans le cadre de l'APEC, garantirait la création de près de 15 millions d'emplois, permettrait à 45% des biens et services produits aux États-Unis d'être dirigés annuellement vers des pays de l'Asie-pacifique, et contribuerait à des investissements dans plus de 14 000 entreprises issues du TPP.

Pour consulter l'actualité issue du 25^e sommet de l'APEC ou y étant reliée :

Pour les résultats de la rencontre de Bali : http://www.apec.org/Press/News-Releases/2013/1004_resiliency.aspx. Pour plus d'informations quant aux bénéfices attendus du TPP : http://insidetrade.com/iwfile.html?file=oct2013%2Fwto2013_3020b.pdf. Pour un bref résumé des différentes informations discutées au sommet : <http://www.rfi.fr/asi-pacifique/20131008-apec-combattre-protectionnisme-liberalisation-marche-libre-%C3%A9change-partenariat-transpacifique-tpp>. Pour des informations sur les politiques des États-Unis à l'endroit de l'Asie-pacifique : <http://fpc.state.gov/214866.htm>, et sur le Japon : <http://www.bna.com/japan-ministry-files-n17179874584/>. Pour plus d'information globale sur la rencontre de l'APEC à Bali :

<http://ictsd.org/i/news/bridgesweekly/176949>, http://www.nytimes.com/2013/10/08/world/asia/asia-pacific-economic-cooperation-summit.html?ref=politics&_r=0.

DIRECTION

Christian Deblock, professeur titulaire au département de science politique de l'UQAM et directeur de recherche du CEIM.

RÉDACTION

Juliette Dubois Poirier

ABONNEZ-VOUS

[À la liste de diffusion](#) 

[Au fil RSS](#) 

CENTRE D'ÉTUDES SUR L'INTÉGRATION ET LA MONDIALISATION

Adresse civique :

UQAM, 400, rue Sainte-Catherine Est
Pavillon Hubert-Aquin, bureau A-1560
Montréal (Québec) H2L 2C5 CANADA

Adresse postale :

Université du Québec à Montréal
Case postale 8888, succ. Centre-Ville
Montréal (Québec) H3C 3P8 CANADA

Téléphone : 514 987-3000, poste 3910

Télécopieur : 514 987-0397

Courriel : ceim@uqam.ca

Site web : www.ceim.uqam.ca

